

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



*Au service
des peuples
et des nations*

Un accord important entre l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale et la République démocratique du Congo établit des pratiques optimales visant à prévenir la déforestation et à assurer le développement durable SIGNATURE D'UN ACCORD DE 200 MILLIONS DE DOLLARS POUR LES FORÊTS DE LA RDC, À GENÈVE, LE 22 AVRIL

Genève – 22 avril 2016 – L'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI) et le Ministère des finances de la République démocratique du Congo ont signé aujourd'hui une Lettre d'intention pour un montant de 200 millions de dollars des États-Unis en vue de remédier à la déforestation et à la dégradation de la forêt dans le pays et de promouvoir le développement durable.

Cette Lettre d'intention s'attaque aux facteurs qui contribuent à la déforestation en RDC, notamment à l'expansion agricole, l'utilisation de bois de chauffage, l'exploitation illégale, l'aménagement du territoire, l'insécurité foncière, la pression démographique et les activités pétrolières et minières. Les questions de gouvernance qui sous-tendent souvent ces facteurs sont largement intégrées.

Cette signature coïncide avec la cérémonie de signature aujourd'hui à New York par les dirigeants mondiaux de l'accord historique sur le climat obtenu à Paris en décembre. Cette Lettre d'intention est un bon exemple des partenariats qui seront nécessaires pour atteindre les objectifs ambitieux d'atténuation du changement climatique énoncés par l'Accord de Paris, et constitue une étape supplémentaire dans la reconnaissance de la Déclaration de New York sur les forêts de 2014. Aujourd'hui marque également la Journée internationale de la Terre nourricière sur le thème mondial : planter des arbres pour la planète.

Cette lettre d'intention est la première signée entre CAFI et un pays de la région de l'Afrique centrale, et la plus importante jamais conclue au titre de REDD+ en Afrique. La REDD+ (Réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts) est une initiative visant à créer une valeur financière aux stocks de carbone dans les forêts, à offrir des mesures incitatives aux pays en développement pour réduire les émissions provenant des terres boisées et investir dans des modes de développement durable faibles en émissions de carbone.

Pour la RDC, qui abrite la deuxième plus grande forêt tropicale du monde, la signature d'aujourd'hui marque un autre jalon dans les efforts continus déployés par la RDC sur la REDD+ depuis 2009, avec le soutien du Programme ONU-REDD, de la Banque mondiale et du PNUD. La base de cette lettre d'intention est effectivement la stratégie de la RDC pour le cadre de REDD+ et son plan d'investissement REDD+.

Henri Yav Mulang, Ministre des finances de la RDC, a rappelé : « la RDC, avec un couvert forestier de 155 millions d'hectares, a un long chemin à parcourir sur la voie du développement pour devenir une économie émergente et fournir des conditions de vie décentes à ses citoyens. Notre stratégie nationale REDD+ place la préservation de notre forêt au cœur de notre développement humain et économique. Notre objectif est de développer nos secteurs productifs, tout en atténuant leur impact sur les forêts. Et nous avons besoin d'un soutien vigoureux de la communauté internationale pour y parvenir et opter pour les bons choix. C'est la raison pour laquelle nous nous félicitons de la signature de cette Lettre d'intention avec CAFI, qui ouvre la voie à un partenariat dans une optique de long terme et nous aidera à procéder à des réformes concrètes et à agir sur le terrain ».

Les éléments de cet accord sont huit principaux résultats tenant compte de la nature intersectorielle des questions en jeu pour mettre fin à la déforestation en RDC, des engagements au niveau des politiques à mettre en œuvre, combinés à des objectifs plus techniques, et l'importance accordée à des processus transparents et à la participation des parties prenantes.

Ce soutien de 200 millions de dollars sera versé en deux tranches, la seconde après vérification de plusieurs jalons.

Vidar Helgesen, Ministre du climat et de l'environnement de la Norvège a expliqué : « Cette lettre d'intention devra être considérée comme une boussole. Elle définit la direction ambitieuse que la RDC prendra afin d'éviter le type de déforestation industrielle à laquelle nous assistons dans d'autres régions du monde. Nous allons surmonter les difficultés de mise en œuvre, mais si nous restons fidèles à l'esprit de cette lettre d'intention, nous ferons des progrès ».

Ce premier accord entre CAFI et la RDC intervient tout juste sept mois après le lancement de l'initiative, lors de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies qui s'est tenue à New York en 2015, en tant que partenariat axé sur la collaboration entre une coalition de donateurs (l'Union européenne, l'Allemagne, la Norvège, la France et le Royaume-Uni), six pays partenaires d'Afrique centrale (le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République du Congo et la République démocratique du Congo), et le Brésil en tant que partenaire Sud-Sud. Il s'est appuyé sur la Déclaration d'intention conjointe sur la REDD+ dans le bassin du Congo que les pays d'Afrique centrale et la plupart des donateurs de REDD+ ont signée lors du sommet sur le climat de Durban en 2011, qui vise à améliorer la gouvernance des forêts et le financement de la lutte contre le changement climatique dans la région. Les objectifs poursuivis par CAFI sont de reconnaître et de préserver la valeur des forêts dans la région en vue d'atténuer le changement climatique, de réduire la pauvreté, et de contribuer au développement durable.

Magdy Martínez-Solimán, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Directeur du Bureau de la politique et de l'appui aux programmes du PNUD, a déclaré : « Le PNUD félicite CAFI et la RDC pour cet accord novateur, ambitieux et porteur de transformations qui fournit des financements internationaux pour lutter contre le changement climatique aux pays qui mettent en œuvre des réformes politiques intelligentes visant à protéger les forêts et à les gérer de façon durable. Le PNUD continuera à soutenir ces efforts qui contribuent à la réalisation des Objectifs du Développement Durable et l'Agenda 2030 de développement durable ».

Le Bureau de pays du PNUD en RDC apporte un appui au gouvernement dans ce processus. Priya Gajraj, Directrice de pays du PNUD, a indiqué : « Le PNUD félicite le Gouvernement de la RDC de

recourir à des financements REDD+ en vue de remédier de façon globale aux causes de la déforestation et d'intégrer une gestion durable de l'utilisation des sols, en tant que pilier de sa stratégie en matière de développement. Avec la signature de cette lettre d'intention, le pays pourra générer un changement transformateur dans plusieurs secteurs clés, avec le soutien continu du PNUD ».

La RDC est le premier pays des six partenaires d'Afrique centrale à signer une lettre d'intention.

Pour en savoir plus, veuillez contacter :

À Genève : Sarah Bel, spécialiste de la communication, sarah.bel@undp.org – Tél. : +41 22 917 8544

À New York : Sangita Khadka, spécialiste de la communication, Bureau de la politique et de l'appui aux programmes du PNUD, sangita.khadka@undp.org Tél. : +1 212 906 5043

###

Le PNUD forge des partenariats à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations résilientes, afin de mener à bien une croissance qui améliore la qualité de vie de chacun. Présents dans plus de 170 pays et territoires, nous offrons une perspective mondiale et des connaissances locales au service des peuples et des nations.